



**HAL**  
open science

## Acceptation positionnelle, sujet pluriel et comptes rendus-ordinaires: le cas de Solidarność

Sébastien Urbanski

► **To cite this version:**

Sébastien Urbanski. Acceptation positionnelle, sujet pluriel et comptes rendus-ordinaires: le cas de Solidarność. Alban Bouvier; Raphaël Künstler. Croire ou accepter? Analyses conceptuelles et études de cas, Hermann, 2016, 9782705692490. halshs-01494202

**HAL Id: halshs-01494202**

**<https://shs.hal.science/halshs-01494202v1>**

Submitted on 29 Jul 2018

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

**VI. Acceptation positionnelle, sujet pluriel, et  
comptes-rendus ordinaires.**  
*Le cas de Solidarność*

Sébastien Urbanski

Les distinctions de Jonathan L. Cohen entre « croire » et « accepter » (ou entre « croire » et « donner son assentiment à ») ont donné lieu à nombreuses discussions concernant les croyances de groupe. Nous insisterons ici sur la contribution de R. Tuomela (1992) – au demeurant l'une des plus précoces – qui met vivement en question la théorie des croyances de groupe de M. Gilbert (2003). Pour ce faire, Tuomela développe un argument de Cohen.

Comme mentionné dans l'introduction au présent ouvrage, donner son assentiment à  $p$  (ou accepter que  $p$ ) signifie utiliser  $p$  comme prémisse pour délibérer, pour établir une argumentation, une preuve, etc. Cela ne met pas forcément en jeu une *croyance* : on peut très bien utiliser  $p$  dans un certain contexte sans y croire, par exemple pour les besoins d'une démonstration. À la différence de l'assentiment, la croyance que  $p$  vise directement la vérité d'une proposition : je crois que  $p$  quand je suis convaincu que  $p$  est vrai (Cohen 1989: 368-374). Un avocat pourra ainsi croire que son client est coupable tout en donnant son assentiment à la proposition « il est non-coupable » pour les besoins du plaidoyer, la croyance en la non-culpabilité pouvant éventuellement advenir au fil de ce dernier. Selon Cohen,

« ces distinctions clarifient quelque peu en quel sens on pourrait attribuer la possession d'attitudes mentales ou la production d'actes mentaux à des communautés, des associations, des nations ou d'autres organisations humaines. Lorsque l'on dit d'une communauté ou d'une nation qu'elle croit ou désire que  $p$ , il s'agit normalement d'une manière figurative de dire que la plupart de ses membres ou la plupart de ses représentants officiels croient ou désirent que  $p$  » (Cohen 1989: 383).

Plus fondamentalement, il serait déplacé d'attribuer directement des croyances à un groupe, puisque cela impliquerait de leur attribuer également des sentiments – une opération ontologiquement douteuse (*id.*). Une nation peut agir, décider et vouloir, mais ne peut désirer et croire. Elle peut donner son assentiment à  $p$ , notamment sur la base de procédures légales, mais ne peut croire que  $p$ .

Si Gilbert s'oppose clairement à cet argument de Cohen, Tuomela propose de le développer. Selon lui, les croyances de groupe ne peuvent pas être considérées *a priori* comme des croyances au sens d'états mentaux visant la vérité. En effet, elles résultent d'un co-engagement des « membres opératifs » du groupe (ministres d'un gouvernement, administrateurs d'une entreprise...) qui ont des croyances *positionnelles*, à distinguer de leurs croyances personnelles, et à distinguer également des croyances positionnelles propres aux membres non-opératifs (électeurs, salariés d'une entreprise...). Pour illustrer ce point, prenons un exemple fictif, suggéré par Tuomela. Si la

secrétaire de la Flat Earth Society croit que la Terre est plate, c'est peut-être parce qu'elle se conforme aux règles en vigueur dans ce groupe (dont la raison d'être est de promouvoir la théorie de la Terre plate). Sa croyance personnelle peut être différente : par exemple, elle n'a pas d'avis définitif à ce sujet. En ce sens, elle ne croit pas que la Terre est plate, bien qu'elle assentisse positionnellement à cette proposition, en tant que secrétaire de la Flat Earth Society. Le président de cette société a peut-être une croyance positionnelle plus tranchée que celle de la secrétaire, car il doit faire face régulièrement aux arguments de ceux qui critiquent la doctrine du groupe. Cependant, le président lui-même peut avoir personnellement des doutes au sujet de la morphologie de la Terre, de sorte que sa croyance personnelle est encore différente.

Selon Tuomela, quand nous croyons quelque-chose positionnellement, nous ne considérons pas tous les éléments pertinents concernant la vérité ou de la fausseté de ladite croyance, mais seuls ceux qui entrent dans le cadre des règles admises dans le groupe. Au contraire, les croyances personnelles visent la vérité « *all-things-considered* » (Tuomela 1992 : 293). Les croyances positionnelles, et par extension les croyances de groupe, sont donc le plus souvent des assentiments au sens de Cohen<sup>1</sup>. Par ailleurs, selon Cohen, l'acceptation est un état mental *actif* (basé sur un engagement volontaire à utiliser p dans divers contextes), tandis que la croyance est un état mental *passif* (en tant que telle, elle n'implique pas d'engagement). Or, les croyances positionnelles au sens de Tuomela impliquent une dimension active, du simple fait que quand nous occupons une position au sein d'un groupe, nous sommes souvent conduits à adopter des propositions potentiellement contradictoires avec nos croyances personnelles « passives ». Par exemple, devenir membre du Parti Socialiste en 2013 aurait pu me conduire à assentir positionnellement à la proposition selon laquelle la courbe du chômage s'inversera avant la fin de l'année (c'était en effet la *position* officielle de ce parti), tout en croyant personnellement le contraire (la situation économique me semble dégradée, etc.).

Ces distinctions, basées sur l'article de Cohen traduit dans le présent ouvrage, conduisent Tuomela à contester la théorie des croyances de groupe de Gilbert (ou « théorie du sujet pluriel »). La sous-section suivante (1.1) détaille ce point. Ensuite, l'article propose d'introduire le concept de « compte-rendu ordinaire », proche de l'ethnométhodologie mais qui en reste cependant distinct. Celui-ci désigne la façon dont les acteurs réfèrent à des collectifs en mobilisant des ressources langagières que les modèles du sujet pluriel (Gilbert) et de l'assentiment positionnel (Tuomela) cherchent justement à expliciter (1.2). Cette innovation conceptuelle permet d'éviter une posture surplombante, court-circuitant les discours des acteurs qui pourtant sont seuls à même de « faire exister » des collectifs<sup>2</sup>. Puis, les sections 2 à 5 développent un questionnement empirique mettant à l'épreuve ces éléments théoriques – qui eux-mêmes permettent de rendre accessibles des données empiriques grâce à une problématisation les rendant pertinentes pour le sociologue<sup>3</sup>. On se demandera alors dans quel sens « Solidarność », le syndicat et mouvement social (puis gouvernement) polonais souvent considéré comme étant à l'origine de la chute du communisme

---

<sup>1</sup> Cependant, Tuomela précise que « quand les positions dans le collectif n'empêchent pas ceux qui occupent telle ou telle position (*position-holders*) d'accepter des propositions en prenant en compte tous les éléments pertinents concernant la vérité ou de la fausseté de ces dernières, un groupe peut avoir des croyances visant la vérité (*truth-oriented beliefs*) » (Tuomela 1992 : 293).

<sup>2</sup> Cette idée, héritée de l'ethnométhodologie et notamment de H. Garfinkel (1967), est bien développée dans Kaufmann et Quéré (2001). Alban Bouvier prête davantage attention à la dimension discursive que Gilbert (Bouvier 2002 ; 2004), ce qui le conduit finalement à émettre de fortes critiques à son encontre (Bouvier 2010). Gilbert semble elle-même plus attachée au langage et aux discours ordinaires des acteurs que Tuomela.

<sup>3</sup> Ce type de démarche est explicitement revendiqué par A. Allouche dans le présent ouvrage.

en Europe centrale et de l'Est, est perçu comme un groupe dans les discours d'importants acteurs polonais (hommes et femmes politiques notamment), hier comme aujourd'hui.

## 1. Croyance, assentiment et comptes-rendus ordinaires

### 1.1. Le modèle de Gilbert et l'apport de la distinction *belief* / *acceptance* dans l'analyse des croyances positionnelles

Le modèle gilbertien des croyances de groupe est dérivé de l'exemple paradigmatique de la « promenade ensemble » (Gilbert 1989). On pourrait penser, en suivant une conception individualiste, que deux personnes dont on peut dire qu'elles « marchent ensemble » ont un *objectif personnel partagé* et le savent mutuellement. Dans le cas d'une promenade de vous avec moi, les états mentaux impliqués seraient les suivants : (1) je sais que vous avez pour objectif personnel de marcher avec moi ; (2) vous savez que j'ai pour objectif personnel de marcher avec vous ; (3) vous savez et je sais que les propositions (1) et (2) sont vraies. Cependant, Gilbert conteste cette interprétation, notamment parce que, dans la situation décrite ci-dessus, je ne serai pas fondé à émettre des reproches à votre égard si vous vous arrêtiez de marcher sans prévenir. Or, c'est précisément cette possibilité d'émettre des reproches qui caractérise une situation dans laquelle deux personnes marchent ensemble : par exemple, Anna et Joseph font une promenade et ce dernier « s'arrête soudain de marcher et s'assoit sur un banc. Anna le lui reproche et Joseph comprend qu'Anna est en position de lui faire des reproches vu leur intention conjointe » (Gilbert, 2003 : 34). Marcher ensemble n'est donc pas, selon Gilbert, une activité fondée sur l'objectif personnel partagé des participants, mais c'est « une activité dont l'objectif est l'objectif d'un sujet pluriel [...]. Autrement dit, le fait de se promener implique un objectif "nôtre" par opposition à deux objectifs "miens" ou plus » (Gilbert, 2003 : 63).

De façon similaire, croire collectivement (ou croire ensemble) implique une croyance « nôtre », distincte des croyances personnelles des membres. Par exemple, l'expression « notre opinion » peut sous-entendre que « chacun, parmi un ensemble d'individus, a ouvertement exprimé une volonté personnelle d'accepter, conjointement avec les autres, une opinion donnée » (Gilbert 1996 : 218). Ce qui ne veut pas forcément dire qu'une opinion de groupe naît ou existe *objectivement* : par exemple, « l'usage de "nous" par Jack peut être tendancieux. Il parle comme si le sujet pluriel en question existait, en sachant bien que ce n'est pas le cas mais en espérant par là-même le faire exister » (Gilbert 2000 : 108). L'approche de Gilbert est donc compréhensive : elle tente de saisir la dimension *subjective* des actions sociales, en rejoignant ainsi Max Weber (Gilbert 1989 : 24 ; Weber 1978). Dans ce cadre, une question centrale est : comment les individus interprètent-ils leurs relations à (ce qu'ils perçoivent être) des groupes<sup>4</sup> ?

Cette théorie du *sujet pluriel* s'avère féconde, mais elle conduit Gilbert à exprimer quelques idées fortement critiquées<sup>5</sup>. On retiendra ici une critique de Tuomela à propos de la « nation ». En premier lieu, notons que pour Gilbert, la croyance d'un gouvernement peut souvent être attribuée à la nation dans son ensemble :

---

<sup>4</sup> On trouve une mise à l'épreuve empirique de cette idée dans Bouvier (2002 ; 2004).

<sup>5</sup> Sur l'influence de la théorie du sujet pluriel et les débats associés, je me permets de renvoyer à Urbanski (2014).

« Par exemple : “Les États-Unis pensent que l’invasion de l’Afghanistan était un acte déraisonnable”. De nombreux citoyens états-uniens n’ont pas connaissance de l’invasion de l’Afghanistan. Toutefois nous pouvons nous permettre d’attribuer une croyance concernant cette invasion à la nation [...]. Nous présumons que les citoyens ont endossé l’idée selon laquelle ils peuvent être considérés comme étant co-engagés à croire toute proposition à laquelle leur gouvernement croit » (Gilbert 1996: 209)<sup>6</sup>.

Tuomela préfère distinguer les « membres opératifs » (*operative members*) des « membres non-opératifs » (*non-operative members*). Les ministres assentissent à (ou acceptent<sup>7</sup>) la proposition selon laquelle « l’invasion de l’Afghanistan était un acte déraisonnable » en tant que membres opératifs ; et les citoyens en général, en tant que membres non-opératifs, y assentissent tacitement, ou du moins ont le sentiment de devoir y assentir, en raison du système d’autorité en vigueur selon lequel les citoyens d’un pays doivent assentir tacitement à ce que les membres de leur gouvernement (démocratiquement élu) acceptent<sup>8</sup>. Ainsi, les ministres et les citoyens en général peuvent penser que la croyance des États-Unis est fautive, néanmoins ils y assentissent positionnellement, c’est-à-dire en tant que membres opératifs ou non-opératifs suivant certaines règles (Tuomela 1992). Il s’agit ici d’assentiment et non de croyance car l’adhésion à la proposition « l’invasion de l’Afghanistan... » n’est pas tant fondée sur une vérité ressentie que sur des règles, impliquant une posture active potentiellement en contradiction avec des croyances personnelles « passives » et orientées vers la vérité (*supra*).

## 1.2. Sujets pluriels et comptes-rendus ordinaires

Nous avons noté en introduction que l’expression « compte-rendu ordinaire » proposée ici a certains points communs avec sa version ethnométhodologique. Comme l’explique Cefai, l’analyse structurale – opposée à l’ethnométhodologie – « tend à faire des problèmes sociaux le résultat de rapports de classe, de genre ou de race ou de conflits entre organisations représentant des intérêts constitués » (Cefai 2013). Dans cette optique, on pourrait dire que Solidarność est l’émanation d’un clivage, au sens de Lipset et Rokkan (1967), entre post-communistes et post-dissidents, lui-même issu d’un clivage État/société civile (Seiler 2003 : 166 ; Grabowska 2005)<sup>9</sup>. Mais ce type d’approche est nuancé par Heurtaux et Zalewski, pour qui le clivage en question mobilise surtout le personnel politique lui-même, et non la société dans son ensemble (Heurtaux et Zalewski 2012 : 222). Le point crucial réside alors davantage dans l’existence d’une rhétorique politique tendant à *faire exister* des clivages (Heurtaux 2008 : 117) – ou au contraire à les atténuer, etc<sup>10</sup>. On rejoint alors une

---

<sup>6</sup>L’exemple est un peu daté : on peut le restituer dans son contexte en précisant qu’il s’agit de l’invasion de l’Afghanistan par l’Union Soviétique. Par ailleurs, dans cette citation, nous avons traduit le terme *accept* à l’aide du verbe « croire » (croyant, croit). En effet, Gilbert précise elle-même : « Il y a [...] un sens du terme “acceptance” qui est synonyme de “croyance”. “Acceptance” [...] doi[t] être compris dans ce sens » (Gilbert 1996: 8). En fait, comme le note Bouvier dans le présent ouvrage, Gilbert récuse la pertinence de l’opposition entre *belief* et *acceptance* en ce qui concerne les croyances collectives (cf. Gilbert 2002a pour plus de détails).

<sup>7</sup> « Donner son assentiment à » est une traduction possible de l’expression *to accept* au sens de Cohen : voir notamment, dans le présent ouvrage, l’introduction ainsi que l’article de Cohen « Croyance et assentiment ».

<sup>8</sup> Pour des raisons de simplicité grammaticale, nous utilisons ici le verbe « accepter » comme synonyme de « donner son assentiment à » ou « assentir à ».

<sup>9</sup> Comme le rappelle F. Haegel, le concept de clivage au sens de Rokkan suppose entre autres : « que l’on fasse référence à des antagonismes générés par des conflits collectifs ; que ces antagonismes [...] renvoient à des processus sociopolitiques de grande ampleur historiques [...] ; qu’ils façonnent les identifications politiques individuelles » (Haegel 2005 : 36).

<sup>10</sup> À propos de certaines rhétoriques politiques alimentant le clivage post-communiste en Pologne, je me permets

préoccupation ethnométhodologique : comment le collectif, en l'occurrence Solidarność, se tisse-t-il dans les comptes-rendus ordinaires qui le rendent visible ?

Autrement dit, si le concept qui désigne le phénomène est lui-même partie constituante du phénomène (Conein 1990 : 91), alors il faut ici étudier en quoi les références à Solidarność – dans les discours politiques par exemple – sont partie constituantes de Solidarność. C'est en ce sens, proche du sens ethnométhodologique, que le présent article parle de comptes-rendus ordinaires : il s'agit de « prendre en compte les activités de "rendre compte" » (Cefaï 2013). Ces activités discursives peuvent faire émerger des collectifs, comme Solidarność par exemple, ou bien les consolider, les transformer, etc. En tout cas, elles donnent prise à la perception des collectifs qui « n'ont d'observabilité, voire d'existence, qu'en tant qu'ils sont invoqués, mis en scène ou rendus visibles par des pratiques discursives circonstanciées » (Kaufmann & Quéré 2001 : 365). Cependant, la similitude avec l'ethnométhodologie s'arrête là. D'abord pour des raisons techniques : en fait de matériau empirique, nous disposons de nombreux discours, mais pas de la façon dont ces derniers ont été produits et reçus au quotidien. Il faudra donc bien postuler, à l'encontre de l'exigence ethnométhodologique, que le sens de ces discours n'est pas forcément indexical. Ensuite et surtout, on peut se demander si « l'ethnométhodologie ne place pas sur les épaules des agents une tâche beaucoup trop lourde en matière de maintien de l'ordre et d'intelligibilité du monde social » (Kaufmann & Quéré 2001: 383).

En mettant ainsi au premier plan les activités discursives des acteurs, il devient possible de mobiliser les thèses de Gilbert et Tuomela de façon complémentaire. Deux concepts, assez nouveaux dans l'acception que j'en propose, seront alors mobilisés : ceux de « compte-rendu ordinaire en termes de sujet pluriel » et de « compte-rendu ordinaire en termes d'assentiment positionnel ». Ils désignent la façon dont les acteurs réfèrent à des collectifs en mobilisant des ressources langagières que le modèle du sujet pluriel (Gilbert) et de l'assentiment positionnel (Tuomela) cherchent justement à expliciter<sup>11</sup>. En l'occurrence, d'après l'analyse empirique mise en œuvre plus loin, il arrive que des acteurs polonais importants délivrent des comptes-rendus ordinaires de Solidarność en termes de sujet pluriel, en concevant Solidarność comme un « Nous » relativement homogène. Autrement dit : leurs discours font état d'une entité appelée « Solidarność » décrite comme un Nous relativement homogène, un « sujet pluriel », ce qui la fait dans une certaine mesure exister comme telle. Mais ces comptes-rendus ordinaires sont concurrencés par d'autres types de discours politiques, notamment celui d'après lequel les Polonais assentissent (ou devraient assentir) positionnellement à ce que les leaders de Solidarność acceptent. Il s'agit alors de comptes-rendus en termes d'assentiment positionnel. En somme, d'un point de vue sociologique, le versant « subjectiviste » de la théorie du sujet pluriel est particulièrement intéressant : au lieu de définir *a priori* les croyances d'un groupe, il pourrait être judicieux de s'en tenir aux discours que les individus tiennent à propos de leur appartenance (ou celle des autres) à tel groupe, et à propos de leur façon d'y appartenir – sachant que ces discours peuvent avoir une influence sur l'identité objective du groupe. D'où le choix de mettre ici au premier plan des comptes-rendus *ordinaires* en termes soit de sujet pluriel, soit d'assentiment positionnel.

---

de renvoyer à Urbanski (2013).

<sup>11</sup> Le premier concept est directement déductible de la théorie gilbertienne, tandis que le second ne l'est guère. Mais précisément il permet de la mettre à l'épreuve, suite aux critiques de Tuomela, elles-mêmes inspirées par l'article de Cohen traduit dans le présent ouvrage. Gilbert utilise le terme de compte-rendu (*plural subject account*), mais toujours dans une perspective objectiviste : il s'agit alors des comptes-rendus du chercheur, du philosophe, pas de ceux des acteurs. Elle parle également, dans une perspective plus subjectiviste, de *statements* – par exemple, *collective belief statements* (Gilbert, 2002a) – mais sans mise à l'épreuve empirique.

Ainsi, dans une perspective suggérée par Gilbert elle-même, on posera la question de savoir comment les individus – en particulier les professionnels de la politique – interprètent ou disent interpréter leurs relations à Solidarność. Ce point de vue « subjectiviste » semble d'autant plus justifié qu'il est difficile de dire objectivement ce qu'est Solidarność : cela dépend, entre autres, des options politiques de chacun (*infra*, sections 2 à 5). Il serait alors maladroit de plaquer une interprétation savante sur les interprétations ordinaires des acteurs. Mais d'un autre côté, les comptes-rendus ordinaires de ce qu'est Solidarność, identifiables dans des discours politiques par exemple, peuvent avoir une influence sur ce qu'est Solidarność réellement. Cela est notamment dû au fait que les individus peuvent faire usage du « nous » de façon initiatrice ou tendancieuse : si de tels usages ne signifient pas forcément qu'un groupe existe objectivement, ils indiquent du moins que quelqu'un a l'intention soit d'en former un, soit de consolider « discursivement » un groupe déjà existant, ou encore le modifier, etc.

Je soutiens que le modèle gilbertien des croyances collectives décrit bien la façon dont des acteurs importants ont rendu compte de Solidarność suite aux élections de 1989 (gagnées par 99% des suffrages). Toutefois, l'accession au pouvoir du gouvernement « Solidarność » de Tadeusz Mazowiecki, en 1989, pose ouvertement la question de savoir si Solidarność peut vraiment être considéré comme un sujet pluriel. D'où l'apparition de comptes-rendus ordinaires en termes d'assentiment positionnel, que l'on peut décrire à l'aide du modèle de Tuomela, reprenant la distinction établie par Cohen entre croyance et assentiment. Aujourd'hui, le syndicat Solidarność existe toujours, et de nombreux hommes et femmes politiques continuent à parler de « Solidarność » comme s'il s'agissait d'une entité d'ampleur nationale. Comment les acteurs en rendent-ils compte précisément ?

## 2. Le contexte des élections de 1989 en Pologne : « Nous » contre « Eux »

### 2.1. 1988 : l'appel à Solidarność pour faire accepter les réformes économiques

En 1987, un problème majeur du gouvernement communiste était de moderniser l'économie en ruine. Il fallait pour cela obtenir l'accord de la majorité des Polonais, notamment parce qu'il était prévu que ladite modernisation serait accompagnée d'une « période difficile » que ces derniers devraient supporter. L'absence d'un tel accord comportait le risque d'un mécontentement populaire grandissant. Un référendum fut alors proposé, dont la première question était :

« Êtes-vous favorable à une réalisation complète du programme d'assainissement radical de l'économie présenté au Parlement, qui vise à améliorer significativement les conditions de vie, sachant qu'il faudra, pour cela, passer par une période difficile de deux ou trois ans de changements rapides ? »  
(Brumberg 1988)

Le leader du mouvement social Solidarność, Lech Wałęsa<sup>12</sup>, appela à boycotter le référendum. Quant au gouvernement, il n'obtint pas le nombre de « oui » nécessaires à sa validation. Après coup, Lech Wałęsa analyse la situation comme suit : « Le lendemain [de l'annonce des résultats du référendum], [...] je disais que les Polonais avaient besoin, autant que d'air, qu'on leur reconnaisse

---

<sup>12</sup> Dirigeant du syndicat Solidarność jusqu'en 1991 et président de la République de Pologne de 1990 à 1995.

le pluralisme, car la société était divisée et ne répondrait pas à l'appel d'une seule de ses parties » (Wałęsa 1991: 73). Le gouvernement ne pouvait pas être perçu comme représentant « la société », puisqu'il n'avait pas été élu démocratiquement. Ses membres décidèrent alors de coopérer avec les représentants du mouvement syndical Solidarność, qui n'était pas perçu comme « une seule des parties » de la société, mais comme un mouvement d'ampleur *nationale* – et dont les représentants étaient déjà convaincus de la nécessité d'une réforme économique austère :

« Le gouvernement ne voyait qu'un moyen d'imposer une austérité accrue sans provoquer de grèves massives et de la violence civile. Ce moyen était de chercher à collaborer avec Solidarność qui, ironiquement, était déjà plus ou moins d'accord sur l'idée d'une planification économique austère » (Wedel 1989: 44).

C'est ce qui mena aux accords de la Table Ronde entre les communistes et les leaders de Solidarność : « l'idée initiale [des discussions de la Table Ronde] était de reconnaître officiellement Solidarność en échange d'une aide [financière] occidentale et d'un soutien de Solidarność aux réformes économiques jugées nécessaires par le gouvernement » (Elster 1996: 5). À ce stade, malgré son ampleur nationale, Solidarność n'est pas appelée à représenter la nation : il s'agit seulement de coopérer avec les communistes pour faire accepter des réformes économiques « nécessaires ». Mais lors des élections parlementaires de 1989, des comptes-rendus ordinaires en termes de sujet pluriel émergent clairement.

## 2.2. Solidarność en 1989 : un mouvement présenté comme incarnant la nation avant même les élections

En effet, 99% des Polonais votèrent alors pour les candidats des « comités citoyens Solidarność », dont la stratégie était d'insister sur une dichotomie entre « nous » (l'opposition) et « eux » (les communistes). Comme l'explique le politologue Z. Rykowski :

« Pendant les élections de juin 1989, le mouvement des comités citoyens se situait distinctement d'un côté donné du conflit opposant le pouvoir à une grande partie des citoyens, conflit souvent décrit par l'usage de la dichotomie : Nous – Eux [...]. Les comités sont apparus comme l'émanation de Solidarność – cette entité idéologique, ce groupe idéal qui renferme toute la société polonaise *véritable*, c'est-à-dire non-communiste » (Rykowski 1994: 11).

Le fait que les communistes se réservaient d'office 65% du Sejm<sup>13</sup> ne pouvait que renforcer cette stratégie : « la limite de 35% [pour l'opposition] incitait à une stratégie de combat décidé pour obtenir l'intégralité [des sièges vacants]. En conséquence, les limites du *nous* de Solidarność [...] se sont accentuées » (Dunin et Rykowski 1990: 22).

Si la formule électorale consistant à poser une démarcation entre « Nous » et « Eux » a été adoptée, elle n'était pas la seule proposée. Deux mois avant les élections, le leader syndicaliste Aleksander Hall s'était prononcé pour l'option suivante : « le Comité citoyen peut entreprendre la tâche qui lui est confiée par [le syndicat] *Solidarność*, mais à condition de consulter tous les groupements d'opposition, afin de créer avec eux une coalition pour la démocratie » (Hall cité par

---

<sup>13</sup> Chambre des députés.

Wałęsa 1991: 144). Une telle coalition aurait représenté, du moins aurait pu prétendre représenter, la somme des groupements d'opposition dans lesquels les individus étaient à l'époque engagés. *A contrario*, c'est pour un très large collectif considéré comme étant déjà constitué que les Polonais ont été appelés à voter :

« Si nous devons gagner, il faut nous poser la question : sous quel signe ? J'estime que ce signe est *Solidarność*. Je sais que *Solidarność* est un syndicat, mais c'est en même temps un mouvement appartenant à toute la nation. "Votez pour *Solidarność*?", c'est là l'unique mot d'ordre qui nous donnera une chance de victoire ! » (Wajda cité par Wałęsa 1991: 143).

Il s'agissait donc de voter pour un collectif qui, *même avant l'élection*, était censé « appartenir à toute la nation » ; donc un collectif censé être le « sujet pluriel » de la nation avant même qu'il ne soit choisi par les citoyens. Dans ce contexte, on peut parler de comptes-rendus ordinaires de *Solidarność* en termes de sujet pluriel : certains acteurs pensent que *Solidarność* est non seulement un syndicat, mais un « Nous » national relativement homogène<sup>14</sup>.

Certes, le mouvement d'opposition était composé de membres opératifs (l'élite de *Solidarność*), et non-opératifs (les membres du syndicat<sup>15</sup> et plus largement les électeurs potentiels). Mais précisément, le Nous de *Solidarność* – tel qu'il est mis en scène dans de nombreux discours de l'époque – semble brouiller la distinction entre membres opératifs et non-opératifs, dans la mesure où il réfère *directement* à la société dans son ensemble, du moins à la société véritable, comme l'illustre la citation précédente de Rykowski : « *Solidarność* – cette entité idéologique, ce groupe idéal qui renferme toute la société polonaise *véritable*, c'est-à-dire non-communiste ». Le sujet pluriel « Nous, *Solidarność* » est, dans ce cas, attribué à la nation dans son ensemble, ce qui dans une certaine mesure le fait exister comme tel. Comme l'écrit le sociologue S. Kowalski : « Selon l'idéal de *Solidarność*, la représentation est [...], comme chez Rousseau, identité. Donc, en fait, la représentation *n'est pas possible* » (Kowalski 1990: 156-157)<sup>16</sup>. Même ceux qui critiquent les interprétations ordinaires en termes de sujet pluriel reconnaissent la popularité de ces dernières : ainsi, le sociologue J. Szacki déplore la vision répandue selon laquelle « de *notre* côté, il n'y a pas des gens différents opposés au régime communiste pour différentes raisons, mais la Société ou la Nation – un *sujet collectif* monolithique » (Szacki 1991: 14, nous soulignons). Les sections suivantes identifient plus précisément les comptes-rendus ordinaires dont il est question.

---

<sup>14</sup> Malgré de nombreuses nuances apportées par Gilbert, l'homogénéité semble constitutive des sujets pluriels, fondés sur « l'unification (*binding together*) d'une série de volontés individuelles susceptible de constituer une "volonté plurielle" unique, consacrée à un objectif particulier » (Gilbert 2003 : 58).

<sup>15</sup> Au nombre de impressionnant de 10 millions en 1980 (mais 1,5 million en 1989).

<sup>16</sup> L'auteur pense ici probablement à la phrase de Rousseau : « la volonté ne se représente point » (*Le Contrat social*, III<sup>e</sup> chapitre). La notion d'identité dans la représentation est historiquement bien ancrée en Pologne : « Recomposant suivant une logique totalitaire l'image du "Peuple-Un" [...] le national-populisme endécien [ainsi nommé en raison des initiales – ND – du parti national-démocrate fondé en 1897] était porteur d'une théorie de la légitimité et de la représentation politique misant sur "l'identité dans la représentation" [...]. [Ce type de nationalisme] fit à nouveau irruption dans l'espace politique lors de la transition vers le postcommunisme » (Zawadzki 1998: 29-30). L'idée du « Peuple-Un » fait clairement penser à la notion gilbertienne de « croire comme un seul corps » (*believing as a body*), et suggère ainsi qu'il s'agit bien de sujet pluriel – du moins de comptes-rendus ordinaires en termes de sujet pluriel.

### 2.3. Solidarność en 1990 : Est-ce un gouvernement, ou encore un mouvement anti-communiste ?

Les élections de 1989 n'étaient donc pas vraiment des élections, mais plutôt un « plébiscite » en faveur de la nation véritable (Rykowski 1994: 13 ; Stanosz 2004: 35). Les Polonais n'ont pas voté pour un programme, ni pour un parti, mais pour un collectif présenté comme les englobant déjà (et comme excluant les communistes). Du coup, après les élections, la question s'est posée de savoir : que faire de Solidarność ? Ce collectif doit-il rester un mouvement électoral englobant la nation ? Doit-il redevenir un syndicat au sens strict ? Doit-il se transformer en parti ? Doit-il soutenir un parti, ou une coalition de partis ? Pour répondre à ces questions, des interprétations en termes de sujet pluriel sont mobilisées. De nombreux hommes et femmes politiques (Lech Wałęsa, Jarosław Kaczyński, Jan Olszewski, Jacek Maziarowski...) affirmèrent que le plébiscite des Polonais confirmait leur soutien à Solidarność comme mouvement national, et qu'en conséquence « Solidarność » (notamment les comités citoyens et le syndicat du même nom) devait rester un « Nous » d'ampleur nationale et œuvrer au démantèlement de tout ce qui reste du communisme, ce qui devait permettre de rendre la liberté aux Polonais. Selon cette interprétation, la véritable démocratie n'était atteignable que par le maintien du sujet pluriel Solidarność, clairement distinct du gouvernement de 1990 censé pourtant le « représenter ».

La dissociation entre, d'un côté le gouvernement qui prétend représenter Solidarność, et de l'autre le syndicat qui veut maintenir la formule du Nous (la société véritable) contre Eux (ex-communistes), est bien perceptible lors de la rencontre suivante entre le syndicat et le gouvernement :

*J. Rybicki [syndicat] : « La société est dans une posture de plus en plus agressive, et pas seulement vis-à-vis de l'ancienne nomenklatura... Dans ce cadre il est dangereux de maintenir trop de contacts entre Solidarność et le gouvernement [...]. Bien souvent le camp du gouvernement a l'impression que "Solidarność c'est nous" »...*

*W. Kulerski [gouvernement (secrétaire d'Etat)] : « Nous avons le syndicat Solidarność [celui d'avant juin 1989], ses représentants ont été désignés pour former un gouvernement, ne pouvons-nous donc pas nous identifier à Solidarność ? Est-ce que Solidarność est obligé d'être dans l'opposition ? » (Przegląd Oświatowy [PO], 15.05.1990)*

Ici, J. Rybicki critique la façon dont le gouvernement se réclame de Solidarność : ce dernier ne devrait pas penser que « Solidarność c'est nous ». En réponse, le secrétaire d'Etat W. Kulerski, manifestement conscient de la difficulté évoquée (puisque Solidarność est à l'origine un syndicat et non un gouvernement), délivre un compte-rendu en termes d'assentiment positionnel : selon lui, le fait que les représentants de Solidarność ont été désignés pour former un gouvernement signifie que ceux-ci peuvent s'identifier (« nous identifier ») à Solidarność<sup>17</sup>. Or, comme suggéré précédemment, les membres du syndicat considèrent plutôt Solidarność comme un sujet pluriel, un Nous dirigé contre « Eux », les communistes. Pour illustrer ce point, voici une lettre ouverte au gouvernement adressée par le syndicat Solidarność :

« Depuis l'accession au pouvoir de Solidarność en Pologne, une bataille permanente est menée pour le changement démocratique dans notre pays [...], dont le résultat n'est pas encore connu. Il y a en effet

---

<sup>17</sup> Selon cette interprétation, les membres du gouvernement sont les « membres opératifs » de Solidarność, pour reprendre la terminologie de Tuomela.

une forte emprise des post-communistes, pour qui la démocratisation est une menace réelle et sérieuse. Ceux-ci ont renforcé leur position économique sous le gouvernement Mazowiecki [gouvernement Solidarność] [...] C'est pourquoi la bataille menée au niveau local [...] a une si grande importance pour la victoire de la révolution de Solidarność, et l'avènement de la démocratie. Hélas, à l'heure d'aujourd'hui le vrai pouvoir sur le terrain est détenu par les anciennes forces du régime communiste, fonctionnant dans des arrangements quasiment mafieux » (PO, 01.03.91)

Il y a ici une volonté, de la part du syndicat, de se distinguer du gouvernement qui, prétendant représenter Solidarność, permet aux post-communistes de « renforcer leur position ». Plus fondamentalement, il s'agit de préserver la formule « Nous » contre « Eux » de 1989 car la « révolution de Solidarność » n'a pas eu lieu : elle est encore à venir. Il ne s'agit pas, selon le syndicat, d'une « chasse aux sorcières », mais de savoir « comment former une société citoyenne [...] alors que plus de 90% des directeurs d'école sont d'anciens membres du PZPR [Parti communiste] » (PO, 01.03.1991)

Dans ce contexte, des hommes politiques comme J. Olszewski, J. Kaczyński ou J. Maziarz (et d'autres...) travaillèrent à préserver le Nous « anti-communiste » de Solidarność en se regroupant, en 1990, dans le parti *Porozumienie Centrum* (Entente du Centre), censé « rappeler Solidarność elle-même » (Kowalski 1990 : 157). En 1991, le syndicat Solidarność voyait cette initiative d'un bon œil, et on pouvait déjà repérer, dans une de ses publications officielles, l'éloge d'un personnage aujourd'hui bien connu, Jarosław Kaczyński, perçu en l'occurrence comme étant « l'un des hommes politiques les plus intelligents du pays » (PO, 15.09.91). Les sections 4 et 5 montrent comment Kaczyński est parvenu à préserver, *jusqu'à aujourd'hui*, l'idée d'un « Nous » de Solidarność dirigé contre les ennemis de la nation, notamment les ex-communistes et les libéraux qui les protégeaient.

### 3. A la recherche de la véritable Solidarność : « Eux » font-ils partie de « Nous » ?

Toutefois, si Solidarność est une entité en Nous, elle n'est pas un sujet pluriel pour *chaque* Polonais : *certain*s jugeront que tel usage du « nous » est inapproprié, d'autres le jugeront, au contraire, approprié. Considérons par exemple l'usage du « nous » par la journaliste Teresa Torańska. L'un de ses livres, un best-seller paru en 1994, est intitulé *Nous (My)*. Il contient des entretiens avec des hommes politiques, ex-opposants, qui disent appartenir à Solidarność. Ces derniers sont d'orientations très diverses : par exemple, un entretien avec le libéral Leszek Balcerowicz côtoie un entretien avec le conservateur Jarosław Kaczyński. Le Nous auquel renvoie le titre est donc très large<sup>18</sup>. Un point intéressant est que la journaliste, ex-opposante également, s'inclut elle-même dans ce Nous, tout en essayant de ne pas y perdre son statut de sujet. Après la parution du livre, elle raconte :

« Quand l'indépendance est arrivée en 1989, mes amis [...] ont commencé à occuper telle ou telle fonction au pouvoir, et la forme sous laquelle ils ont fait cela ne me plaisait pas du tout. Alors j'ai vraiment voulu reposer ces questions-là, c'est-à-dire : qu'est-ce qu'ils veulent, eux, étant au pouvoir ? Qu'est-ce qu'ils veulent atteindre, eux ? Comment sont-ils, eux ? Mais "eux", c'est-à-dire "nous". Est-ce que les mécanismes de pouvoir propres à la Pologne populaire sont toujours en vigueur ? Et en fait, c'est avec tristesse que j'ai commencé à découvrir, en rendant visite à mes amis, que nous nous

---

<sup>18</sup> Sur l'usage ordinaire de sujets pluriels dans le contexte de régimes post-autoritaires, cf. Gilbert (2002b), qui prend l'exemple de l'Allemagne post-nazie.

ressemblions. Nous étions d'un autre monde, et une fois au pouvoir, nous nous comportons d'une façon semblable à celle des prédécesseurs, c'est-à-dire les communistes. C'est fascinant comme expérience. Moi d'ailleurs, j'étais liée à Solidarność d'une façon extrêmement émotionnelle, et ce livre que j'ai fait, *Now*, m'a aidé à me libérer d'un certain mythe de Solidarność. Après ce livre, j'ai acquis une certaine distance par rapport aux élites au pouvoir [...]. Je suis allée voir les copains, je suis allée voir ceux que je tutoyais [...]. Je les tutoie, je veux dire : je suis du centre [de Solidarność], ce sont mes amis, mes copains » (Torańska 2008).

Au début de l'extrait, Torańska parle d'« eux », de ses amis qui sont maintenant au pouvoir. Elle ne se considère pas comme faisant tout à fait partie du même groupe qu'« eux » ; d'ailleurs, elle est en désaccord avec « eux » (« cela ne me plaisait pas du tout »), et elle les décrit comme des étrangers (« comment sont-ils, eux ? »). En même temps, malgré cette étrangeté et ce désaccord, elle maintient qu'elle fait partie du même groupe qu'« eux » (« "eux", c'est-à-dire "nous" »). C'est peut-être la raison de cette « tristesse » : en effet, comment quelqu'un pourrait-il être heureux de faire partie d'un groupe dont il n'apprécie pas les actes ? Mais d'un autre côté, rencontrer les « amis », si proches et si lointains à la fois, lui permet de se « libérer d'un certain mythe de Solidarność ». Par un paradoxe apparent, la distance que Torańska acquiert par rapport aux élites au pouvoir (« j'ai acquis une certaine distance par rapport aux élites au pouvoir ») lui permet finalement de ne pas les traiter comme des étrangers (« ce sont mes amis »), alors qu'auparavant elle les décrivait comme tels (« comment sont-ils, eux ? »).

Les modèles de Gilbert et Tuomela, sur leur versant subjectiviste, permettent d'éclaircir cet apparent paradoxe. Comme mentionné précédemment, Solidarność était souvent perçu non pas comme *représentant* la société véritable, mais comme *étant* la société véritable<sup>19</sup>. Du coup, de nombreux citoyens purent interpréter l'écrasante victoire électorale de 1989 comme un co-engagement des membres de la société véritable à croire collectivement ce que Solidarność croit, comme dans l'exemple gilbertien selon lequel les citoyens états-uniens sont co-engagés à croire ce que leur gouvernement croit (*supra*). Mais Gilbert elle-même écrit qu'il y a des contextes où la présomption du type « les citoyens ont endossé l'idée selon laquelle ils peuvent être considérés comme croyant conjointement toute proposition que leur gouvernement croit<sup>20</sup> » est non pertinente (Gilbert 1996: 209). Précisément, dans le cas de Torańska, elle ne semble pas l'être tout à fait : la journaliste n'a pas apprécié la façon dont ses amis « ont commencé à occuper telle ou telle fonction au pouvoir » (*supra*).

En fait, dans sa description de Solidarność, Torańska hésite entre un *compte-rendu ordinaire en termes de sujet pluriel* et un *compte-rendu ordinaire en termes d'assentiment positionnel*. Quand elle dit « nous étions d'un autre monde, et une fois au pouvoir, nous nous comportons d'une façon semblable à celle des prédécesseurs » (*supra*), elle exprime un compte-rendu ordinaire en termes de sujet pluriel, un sujet pluriel conçu comme englobant le gouvernement *et* la société opposée aux communistes. En effet, tout en n'étant pas membre du gouvernement, elle se décrit comme s'étant collectivement comportée comme les membres du gouvernement (« une fois au pouvoir, nous nous comportons »). Mais quand Torańska décrit son besoin d'acquiescer de la « distance par rapport aux élites au pouvoir », elle exprime un compte-rendu en termes d'assentiment positionnel : tout en se revendiquant de Solidarność, elle tient à se démarquer des élites au pouvoir (des « membres

---

<sup>19</sup>Cf. *supra* l'interprétation de Kowalski, selon laquelle l'idéal de Solidarność en 1989 exclut la notion de représentation.

<sup>20</sup> Nous avons traduit ici le terme *accept* à l'aide du verbe « croire », conformément à l'usage gilbertien.

opératifs ») – sans pour autant endosser le point de vue du syndicat Solidarność qui défend l’idée d’un sujet pluriel encore opposé aux communistes. Autrement dit, Torańska considère qu’elle fait partie du même groupe que les membres du gouvernement (et ce groupe est « Solidarność »), mais en insistant sur les différences de *position* entre elle et le gouvernement. Le tableau suivant vise à résumer ces points :

Tab. : Qu’est-ce que « Solidarność » ? Trois types de comptes-rendus ordinaires

Kulerski (gouvernement)	Rybicki (syndicat)	Torańska
Compte-rendu en terme d’assentiment positionnel avec insistance sur l’adéquation entre les assentiments des membres opératifs et ceux des membres non-opératifs : les <i>représentants</i> de Solidarność (gouvernement) devraient pouvoir <i>s’identifier</i> à Solidarność (mouvement national).	Compte-rendu en termes de sujet pluriel avec insistance sur la non-appartenance du gouvernement à ce sujet pluriel : les représentants de Solidarność ne peuvent pas dire « Solidarność, c’est nous ».	Compte-rendu en termes d’assentiment positionnel avec insistance sur la non-adéquation entre les assentiments des membres opératifs (gouvernement) et celles des membres non-opératifs : les élites au pouvoir sont les « amis » de la journaliste, mais celle-ci a « acquis certaine distance par rapport aux élites au pouvoir ».

Dans le cas de Torańska, l’oscillation entre un compte-rendu ordinaire en termes de sujet pluriel et un compte-rendu ordinaire en termes d’assentiment positionnel n’est pas seulement subjective. Une base objective du compte-rendu en termes de sujet pluriel est que Solidarność a effectivement porté, au moins en partie, la voix de « la société » durant les discussions de la Table Ronde. Mais, sous un autre angle, Solidarność ne semble pas avoir été un sujet pluriel. Les leaders du mouvement « se sont comportés davantage comme une poignée d’élus (*a handful of the chosen*) appelant la nation à les suivre que comme les leaders d’un parti politique à large base (*broad-based*) » (Wedel 1989: 51). Par conséquent, « il y a une perception biaisée de ce qu’est Solidarność et de ce qu’elle est susceptible de réaliser. Les dissensions, les divisions et le leadership autoritaire au sein de Solidarność, ce n’est pas de cela dont les Américains, par exemple, veulent entendre parler » (Wedel 1989: 44).

En raison de ces divisions et de cet autoritarisme, de nombreux Polonais purent considérer que les croyances exprimées par Solidarność, une fois au gouvernement, n’étaient pas les croyances de la nation. Dans ce contexte, comme noté en section 2, certains acteurs importants pensaient en 1990 que le mouvement Solidarność (comités citoyens, syndicat...) devrait conserver la formule « Nous » contre « Eux ». Même après la chute du communisme, « eux » réfère encore aux communistes et « nous » à la société véritable (non-communiste). C’est ainsi que J. Kaczyński conteste la légitimité du gouvernement de 1990, qui se serait formé à la faveur d’un arrangement (*układ*<sup>21</sup>) conclu avec « eux » : « La Pologne est gouvernée par un marché, dont la domination continuée finira par faire disparaître cet État » (Kaczyński 1994: 102). Le marché en question est

21 Kaczyński sous-entend une dimension malhonnête : l’*układ* (arrangement, *deal*) dont il parle, motivé par de purs intérêts, n’inclut pas le souci du bien commun auquel devrait tendre le politique.

supposément conclu entre, d'un côté, les membres du gouvernement, et de l'autre, la nomenklatura dont Kaczyński repère la présence « au cœur de ce gouvernement » (*id.*). Les sections suivantes voudraient montrer que cette formule « nous » contre « eux » persiste jusqu'à aujourd'hui dans la vie politique polonaise : en particulier, Jaroslaw et Lech Kaczyński, respectivement premier ministre de 2006 à 2007 et président de la République de 2005 à 2010, essaient d'initier un sujet pluriel d'ampleur nationale et contestent certains aspects du « système d'autorité » (Tuomela) en vertu duquel les citoyens doivent (tacitement) assentir positionnellement à ce que les membres de leur gouvernement acceptent positionnellement.

#### 4. Les causes économiques de l'implosion de Solidarność : les premiers gouvernements démocratiques font-ils partie de la nation ?

Selon l'historien David Ost, le populisme polonais d'aujourd'hui trouve en partie son origine dans l'action d'hommes et femmes politiques ayant « transformé la colère économique [du début des années 1990] en colère dirigée vers des ennemis politiques » (Ost 2006: 72). En cela, les jumeaux Kaczyński furent particulièrement habiles<sup>22</sup>. Comme mentionné plus haut, le camp de Solidarność était largement perçu comme unifié en 1989. Mais, comme l'affirment les économistes Frydman et Rapaczynski, « la douleur liée à la transition [économique] commençait à générer de sérieuses difficultés politiques. En conséquence, l'unité du mouvement Solidarność se désintégraît » (Frydman et Rapaczynski 1994: 1). Ces difficultés avaient deux aspects : d'une part, les réformes macroéconomiques appelées « thérapie de choc » ; d'autre part, la privatisation des entreprises d'État. Nous commencerons par le premier aspect.

##### 4.1. La mise en œuvre de la « thérapie de choc » : un gouvernement soutenu par la nation ou une nation contre son gouvernement ?

Les réformes macroéconomiques libérales ont été conçues par Jeffrey Sachs, économiste à l'Université de Harvard. Depuis le début, elles étaient controversées, et finalement critiquées par de nombreux leaders politiques comme Lech Wałęsa ou Jan Olszewski (premier ministre en 1992). Mais les gouvernements successifs continuèrent à mettre en œuvre la « thérapie de choc » de Sachs. Comme le dit Sachs lui-même : « alors que chaque gouvernement se constituait en partie suite à la promesse d' "adoucir" l'impact des réformes économiques, les politiques économiques effectivement menées furent assez stables pendant cinq ans » (Sachs 1995: 279). Néanmoins, certains hommes et femmes politiques essayaient d'exprimer durablement la colère grandissante d'une partie des Polonais face à la thérapie de choc. Comme l'explique David Ost,

« Tandis que les libéraux cherchaient à dissimuler la colère des Polonais et à mobiliser tout le monde derrière la "raison", ces autres-là – appelons-les "conservateurs" – reconnurent que la réussite des réformes ne pouvait se faire que par une interception plutôt que par un évitement de la colère, c'est-à-

---

<sup>22</sup> Nous espérons pouvoir suggérer, à l'occasion de cette analyse, que les Kaczyński n'ont rien à voir avec l'image, souvent donnée d'eux dans certains médias, d'hommes politiques malhabiles et intellectuellement limités. Comme l'explique Frédéric Zalewski, le regard de J. Kaczyński « sur l'histoire politique de la Pologne est assez construit et sa trajectoire montre qu'il détient cette capacité au "coup d'œil" dont parle Max Weber pour expliquer le leadership politique » (Zalewski 2007). Ce qui ne veut pas dire que J. Kaczyński n'est pas une menace pour certaines libertés démocratiques – bien au contraire. Sur la cohérence politique des Kaczyński, voir également Heurtaux et Pellen (2009).

dire par une articulation et un usage politique de la protestation contre la douleur [économique] [...]. Pour les Kaczyński, il fallait diriger cette colère sur les ex-communistes prétendument aux commandes, et sur les libéraux au pouvoir autorisant la préservation du contrôle par les communistes » (Ost 2006: 107-108).

La douleur économique et son « interception » par les conservateurs mirent un terme à l'unité de Solidarność. Les libéraux au pouvoir « voulaient qu'il n'y ait qu'un [parti politique Solidarność] sous leur contrôle [...]. Ils répondirent initialement au défi [des conservateurs] en le déplorant et en demandant aux conservateurs d'arrêter “de détruire *notre* unité” » (Ost 2006: 108, nous soulignons), une unité dont les conservateurs ne voulaient pas. En conséquence, à partir de 1995, Solidarność peut désigner à peu près deux choses :

1/. Pour de nombreux libéraux, Solidarność inclut notamment un gouvernement acceptant, à partir de 1990, de raisonnables réformes – malgré leur dureté pour de nombreux citoyens –, et une nation acceptant courageusement ces réformes sur la base d'un exercice approprié du système d'autorité du groupe en vertu duquel les citoyens doivent assentir (positionnellement) à ce que leur gouvernement accepte (positionnellement). Ceci relève de ce que Tuomela nomme un compte-rendu de croyance *authentique* de groupe (*genuine group belief*) : les libéraux considèrent en effet que les réformes sont largement soutenues par les citoyens « pris isolément »<sup>23</sup>.

2/. Pour les conservateurs, Solidarność inclut plutôt une nation qui, bien qu'obligée d'accepter collectivement les lois et décrets définis par le gouvernement dit « Solidarność », est en fort désaccord avec ce dernier, dans le sens où trop peu de membres de la nation assentissent à ce que leur gouvernement accepte positionnellement. Ceci relève d'un compte-rendu de croyance *fallacieuse* de groupe (*spurious group belief*). Cette interprétation implique que Solidarność devrait demeurer un sujet pluriel distinct du gouvernement<sup>24</sup>.

Le choix entre ces deux comptes-rendus, pour décrire la situation réelle, dépend de l'interprétation que l'on peut faire de ce que pensaient les Polonais à l'époque. Par exemple, d'après un sondage réalisé en novembre 1989, « environ 70% des Polonais soutiennent la politique économique du gouvernement, mais les deux-tiers ne savent pas en quoi elle consiste. Lorsqu'on demande aux sondés leurs préférences personnelles, ils vont dans l'autre direction (plus d'interventionnisme économique) » (Staniszczk 1991: 203). Ce sondage suggère que les Polonais, dans leur majorité, assentissent collectivement à ce qu'ils ne croient pas personnellement. La question demeure de savoir si cet assentiment collectif se réalise en connaissance de cause – comme l'affirment la plupart des libéraux – ou s'il est dû à l'autoritarisme du gouvernement, comme l'affirment la plupart des conservateurs. Il serait maladroit de proposer une réponse précise : en effet, cela reviendrait à s'engager d'un côté ou de l'autre du conflit entre libéraux et conservateurs. La tâche est plutôt d'identifier les bonnes raisons, au sens de Boudon (1995), qu'ont les individus de se situer d'un côté ou de l'autre de ce conflit. Précisément, le processus de privatisation de

---

<sup>23</sup> « Intuitivement il semble assez étrange qu'un collectif puisse croire une chose à laquelle aucun de ses membres ne croit personnellement. Nous appellerons cela une croyance de groupe fallacieuse (*spurious*). Je suggère que l'on fasse la différence entre les cas où la croyance collective a un support [*backing*] plus ou moins étendu de la part des membres du groupe et le cas extrême auquel il est fait allusion plus haut. Nous pourrions appliquer le prédicat « authentique » (*genuine*) aux croyances de groupe ayant un support personnel [étendu] » (Tuomela 1992: 302).

<sup>24</sup> Et ce n'est pas un hasard si, en 1993, le troisième gouvernement libéral se réclamant de Solidarność (celui de Hanna Suchocka) fut mis à mal suite à une motion de censure des députés initiée par le syndicat Solidarność, d'orientation conservatrice, qui défend l'idée d'un « Nous » distinct du gouvernement et dirigé contre les ex-communistes (« Eux »).

l'économie inspira aux conservateurs certaines bonnes raisons de se défier des ex-communistes et des libéraux.

#### 4.2. La privatisation des entreprises d'État : la liberté pour tous ou les communistes contre la nation ?

##### 4.2.1. Rendre les entreprises aux citoyens ou les vendre à quelques-uns ?

Le second aspect des réformes économiques post-1989 est la privatisation des entreprises d'État (82% de l'économie polonaise en 1989). Plusieurs voies furent proposées. L'une consistait à distribuer gratuitement des bons de souscription d'action à chaque citoyen, chaque Polonais devenant alors actionnaire (et donc en partie propriétaire) des entreprises anciennement communistes. Ce transfert de propriété à la nation fut proposé par des économistes libéraux, notamment R. Frydman, A. Rapaczynski, et le futur « prix Nobel » E. Phelps. Par ailleurs, J. Lewandowski, ministre de la privatisation en 1991, a défendu cette idée en 1989 dans un article scientifique (Lewandowski & Szomburg 1989). *Last but not least*, la Banque Mondiale soutenait le projet. J. Nellis, directeur à la Banque Mondiale du département consacré au développement du secteur privé, écrit :

« Les bons de souscription (*vouchers*) étaient considérés comme un moyen de donner aux citoyens la possibilité d'acquérir des actions et des avoirs d'entreprises d'État qui, s'ils étaient vendus exclusivement contre de l'argent, auraient été destinés seulement à de riches locaux (dont on supposait qu'ils s'étaient enrichis de façon malhonnête) ou à des étrangers » (Nellis 2002: 13).

Ainsi, un objectif du projet était la justice sociale. Un objectif connexe était d'éviter une mainmise de l'ex-nomenklatura sur les avoirs d'État, laquelle débuta avant même la chute du communisme suite à la *perestroïka* :

« Lorsque diverses lois relatives à la propriété furent changées en 1988-1989, soit à la fin du régime communiste, [...] les mises en place de co-entreprises (*joint ventures*) avec des partenaires occidentaux étaient encouragées. En résultat, les managers ont vite découvert des façons de s'appropriier les biens d'État en faisant des transactions de faveur (*sweetheart deals*) avec un partenaire étranger, selon un processus rapidement connu sous le nom de "privatisation spontanée" » (Lipton & Sachs 1990: 306).

Après 1989 au contraire, c'est la nationalisation des entreprises qui fut encouragée par de nombreux économistes et institutions, d'une part pour mettre un terme à cette « privatisation spontanée » (Lipton et Sachs 1990 ; Frydman et Rapaczynski 1994), et d'autre part pour distribuer efficacement les actions à la population dans son ensemble. Le conseiller de la Banque Mondiale John Nellis parle d'une « tactique consistant à faire un pas en arrière » (en réaffirmant le contrôle d'État) pour ensuite « sauter deux pas en avant » (Nellis 2002: 11). Toutefois, les autorités polonaises rejetèrent cette idée. L'assistant du ministre de la privatisation souligna la « complexité » du modèle de la distribution gratuite : « Malheureusement, les défenseurs de cette solution ne sont pas concernés par la complexité technique » (Dąbrowski 1991: 320). La décision du gouvernement de *vendre* les entreprises d'État a été prise juste avant la nomination (en 1991) du ministre Lewandowski – un défenseur du modèle de la distribution gratuite.

La loi de privatisation prévoyait que les entreprises seraient vendues uniquement avec l'accord des *insiders*<sup>25</sup>, dont les managers appartenant à l'ex-nomenklatura. C'est pourquoi une alliance politique entre les réformateurs au pouvoir et l'ex-nomenklatura d'entreprise constituait souvent le seul moyen de privatiser (Frydman, Murphy et Rapaczynski 1998: 49). Finalement, comme de nombreux économistes l'avaient prévu, les ventes furent un échec<sup>26</sup>. Les ventes destinées aux étrangers constituaient par ailleurs une « patate chaude politique » : « si le prix va en dessous d'un certain seuil, les bureaucrates procédant à la vente peuvent facilement être accusés de liquider les bijoux de famille au bénéfice des étrangers » (Frydman, Murphy et Rapaczynski 1998: 16). Les conséquences politiques sont significatives. En premier lieu, l'équipe libérale au gouvernement fut « jetée à la rue à la première opportunité par les électeurs profondément indignés par les bénéfices accordés aux *insiders* » (Frydman, Murphy et Rapaczynski 1998: 36). Du même coup, un vaste espace se dégagait pour les conservateurs populistes comme Wałęsa, soutenu à l'époque par les Kaczyński. Durant la campagne présidentielle de 1990, un slogan de Wałęsa fut : « cent millions [de zlotys] pour chacun » (*sto milionów dla każdego*), une somme correspondant à vingt salaires environ. L'idée générale consistait à rendre chaque Polonais propriétaire des entreprises d'État, comme dans le modèle de distribution gratuite présenté plus haut. Mais la version de Wałęsa était populiste et irréalisable (trop de monnaie à distribuer, risque d'inflation...). Après avoir pris ses fonctions présidentielles avec 74% des voix, Wałęsa ne put mettre en pratique son slogan<sup>27</sup>.

#### 4.2.2. Les reproches adressés aux ex-communistes et aux libéraux suite à la vente des biens d'État

Dans ce contexte où l'ex-nomenklatura et les étrangers étaient perçus comme voulant s'emparer des biens d'État polonais, l'idée de rendre les citoyens propriétaires des entreprises de leur propre pays demeura un thème politique majeur, surtout pour ces conservateurs s'opposant aux mesures du premier gouvernement libéral. Parallèlement, les ex-communistes, qui s'étaient prétendument ou réellement approprié les biens d'État polonais à la place des citoyens, furent attaqués. C'est là une origine du conflit au sein de Solidarność. Un débat entre le libéral Adam Michnik et le conservateur Jarosław Kaczyński (tous deux issus de Solidarność) illustre ce point :

<sup>25</sup> Nous gardons le terme anglais car il a l'avantage de référer à deux choses en même temps : les *insiders* sont des gens de l'intérieur (*inside*) et ils sont des initiés (comme lorsqu'on traduit *insider trading* par délit d'initié). Le terme français « initié » ne renvoie pas clairement à l'idée d'intérieur.

<sup>26</sup> « Les étrangers [...] n'étaient pas désireux d'acheter les dinosaures post-communistes » (Frydman, Murphy et Rapaczynski 1998: 14). Un problème touchait à l'évaluation des entreprises polonaises : étant donné que ces dernières n'avaient jusqu'alors pas été sur un marché « libre », les aspects subjectifs de l'évaluation furent prédominants, ce qui produisit de l'incertitude et par suite une diminution des prix (Frydman et Rapaczynski 1994: 19). Un autre problème, connexe, était que construire une nouvelle entreprise était souvent plus facile qu'acheter une entreprise de valeur incertaine (Rondinelli et Yurkiewicz 1996). D'après Sachs, les ventes par PAPE (Premier Appel Public à l'Épargne ou *IPO, Initial Public Stock Offering*) étaient « recommandées au gouvernement par des douzaines de banques d'investissement habituées à cette méthode de privatisation [...]. Paradoxalement, les banquiers d'investissement étrangers constituent aussi un "groupe d'intérêt" important, puisqu'ils savent que la privatisation à la britannique – basée sur une évaluation détaillée des entreprises, suivie d'offres publiques – garantit des montagnes d'honoraires » (Sachs 1991: 8-11).

<sup>27</sup> Wałęsa expliquait plus tard : « Je voulais les donner [ces cent millions], mais je n'ai pas pu, parce qu'on me mettait des bâtons dans les roues ». En 1996, un électeur déçu, affirmant qu'un véritable *contrat* avait été passé entre Wałęsa et la nation à propos des cent millions, intenta un procès à ce dernier. Wałęsa fut acquitté, le tribunal ayant conclu que les promesses électorales ne sont pas vraiment des promesses. Aujourd'hui encore, un chanteur populaire nommé Kazik a le refrain suivant : « Wałęsa, rends-moi mes cent millions, Wałęsa, rends-nous nos cent millions ! ».

*Kaczyński* : « Il n'est plus tolérable qu'en Pologne, ces gens qui avaient des privilèges pendant le communisme – surtout un privilège dans l'exercice du pouvoir – aient encore un autre privilège, je veux dire un privilège économique. Il est ici nécessaire, en effet, d'égaliser les chances. C'est tout. La décommunisation consiste seulement en l'annulation du privilège d'un groupe donné, rien d'autre. Mais cela doit être fait, afin qu'un système économique et social normal soit possible en Pologne ».

*Michnik* : « Vous rendez-vous compte qu'Hitler disait la même chose à propos des Juifs ? Que le privilège de tel groupe doit être aboli ».

*Kaczyński* : « Si ma mémoire est bonne, les Juifs n'exerçaient pas le pouvoir pendant la République de Weimar ; peut-être qu'ils constituaient un groupe de pression, mais ce n'est pas comparable aux communistes durant la République Populaire de Pologne » (Kaczyński et Michnik 1993).

Comme mentionné précédemment, l'axe du conflit divise ceux qui pensent que *Solidarność*, en 1989-1990, est un gouvernement soutenu par la nation (assentiment positionnel) et ceux qui pensent que *Solidarność* est un sujet pluriel – représentant la nation – faisant concurrence à ces gouvernements autorisant le « marché » conclu entre les réformateurs de l'après-1989 et les communistes. Précisément, les règles électorales stipulant que les membres d'un gouvernement assentissent positionnellement à ce qu'une nation dans son ensemble (i.e. incluant les membres non-opératifs) est supposée croire sont questionnées par Kaczyński qui affirme, à propos de la victoire parlementaire des ex-communistes en 1993 : « Quand même, aux dernières élections avant de prendre le pouvoir, Hitler eut plus de voix que les communistes aujourd'hui » (Kaczyński et Michnik 1993). Cette référence à Hitler est destinée à suggérer que la victoire des ex-communistes n'est pas légitime<sup>28</sup>. D'où le besoin, selon Kaczyński et d'autres, de partis politiques destinés à prolonger l'idée de *Solidarność* dans sa version d'avant 1989, c'est-à-dire *Solidarność* en tant que sujet pluriel : comme l'écrit Kowalski, « nombreux sont ceux qui croient [...] que malgré les apparences la bataille n'a pas été gagnée, que *Solidarność* [dans sa version d'avant 1989] – ce coup de pied dans la nomenklatura – sera encore utile longtemps » (Kowalski 1990: 156). C'est dans la continuité de cette dimension « anti-communiste » de *Solidarność* dans sa version d'avant 1989, que s'inscrivent les partis PC (l'Entente du Centre, entre 1990 et 1996), AWS (Action Electorale *Solidarność*, entre 1996 et 2001), et plus tard PiS (Droit et Justice, à partir de 2001).

Lorsque le troisième gouvernement libéral opta finalement, en 1992, pour une distribution gratuite (après l'échec des ventes par offres publiques), il eut à subir de fortes critiques de la part des conservateurs. Deux points furent soulignés : d'abord, le trop petit nombre d'entreprises que le gouvernement prévoyait de « donner » ; ensuite, le fait que les citoyens ne seraient pas propriétaires des actions des entreprises, mais des fonds d'investissement mis en place par l'État (les actions des entreprises étant possédées seulement par ces derniers). Au Parlement, un député du PC (Entente du Centre) déclara : « Nous craignons de devoir encore être témoins de prochaines manipulations impunies des biens d'État polonais [...] par les mêmes cabinets de conseil et leurs [...] succursales nomenklaturales<sup>29</sup> ». Selon le Club parlementaire *Solidarność*, « le nombre d'entreprises participantes devrait être augmenté », et un « retour au modèle initial des bons de souscription d'actions » devrait être engagé. Le parti Union Nationale-Chrétienne (*Zjednoczenie Chrześcijańsko-Narodowe*) défendit également « la conception des bons de souscription, qui aurait véritablement un caractère public [...]. La nation polonaise doit devenir propriétaire, c'est une

---

<sup>28</sup> Kaczyński qualifiait également le SLD (ex-communistes) de « parti criminel ».

<sup>29</sup> Le député pense certainement à ces cabinets de conseil qui fixèrent des prix apparemment non-pertinents pour la vente des entreprises polonaises. Sur ce point, voir Dunn (2004).

question politique » (Sejm 1992). Le point commun entre ces trois groupes politiques (PC, Club parlementaire Solidarność, Union Nationale-Chrétienne) est qu'ils sont issus des comités citoyens Solidarność de 1989, et qu'il sont entrés plus tard, en 1996, dans le Comité Électoral « Action Électorale Solidarność<sup>30</sup> », une appellation qui rappelle éloquentement les comités citoyens Solidarność de 1989 (*supra*). L'Action Électorale Solidarność gagna les élections en 1997 et forma le « Club Parlementaire Action Électorale Solidarność ». Ceci illustre un certain renouveau de « Solidarność » version 1989, c'est-à-dire Solidarność comme sujet pluriel. La section suivante voudrait établir ce point plus avant, à partir de controverses récentes à propos de Solidarność, prise dans ses différents sens.

## 5. Solidarność aujourd'hui

Selon Gilbert, l'usage de la première personne du pluriel réfère souvent à un sujet pluriel, et par suite à une croyance de groupe (qui ne correspond pas forcément aux croyances personnelles de ses membres). Tuomela est d'accord sur ce point, mais ajoute que les individus occupent souvent des positions spécifiques au sein de leur groupe, et donc peuvent être conduits à assentir positionnellement (et non croire collectivement) à quelque-chose qu'ils ne croient pas personnellement. Par exemple, dans le groupe « la Pologne », les citoyens assentissent – du moins ressentent l'obligation de devoir assentir – à ce que les membres de leur gouvernement acceptent, même s'ils n'y croient pas. Nous voudrions montrer que nombre de conservateurs polonais, en particulier les Kaczyński, tendent à contester ce type de « compte-rendu en termes d'assentiment positionnel », en initiant ou en consolidant un sujet pluriel spécifique.

### 5.1. Une stratégie de J. Kaczyński : référer au sujet pluriel « Solidarność » pour exclure ses principaux adversaires politiques

Juste après son accession en 2006 au poste de premier ministre, J. Kaczyński se rendit aux chantiers navals Lénine, un haut-lieu historique. En 1980, les grèves des chantiers navals Lénine donnèrent naissance au mouvement national Solidarność, basé sur l'immense syndicat du même nom (10 millions de membres en 1981). En présence du syndicat Solidarność d'aujourd'hui (plus qu'un million de membres), Kaczyński déclare :

« Nous ne ferons pas marche arrière juste à cause d'enjôleurs manifestant dans la rue contre nous. J'ai passé ici [dans les chantiers navals] plusieurs semaines de ma vie, sans doute les semaines les plus importantes de ma vie. Et je me rappelle qui était de quel côté à l'époque [en 1980]. Nous nous tenons là où nous nous tenions à l'époque ; eux, là où les ZOMO [milice communiste] se tenaient ! » (Kaczyński 2006).

Ici, le premier ministre initie un sujet pluriel en utilisant la première personne du pluriel. Ce dernier existe largement – du moins subjectivement, dans les consciences individuelles – parce que Kaczyński fut fortement applaudi à la fin du passage susmentionné. Mais à quoi réfèrent précisément ce « nous » et « eux » ? « Eux » réfère aux citoyens manifestant contre la politique gouvernementale (décommunisation à marche forcée, cléralisme...). « Nous » réfère au

---

<sup>30</sup> *Komitet Wyborczy Akcja Wyborcza Solidarność.*

gouvernement de Kaczyński soutenu par le parti « Droit et Justice » et ses électeurs. Le groupe désigné par « eux » est ensuite décrit comme se tenant là où « les ZOMO se tenaient » ; en d'autres termes, « eux » sont les ex-oppresseurs, et ils oppriment encore, puisqu'ils se tiennent là où ils se tenaient à l'époque. Parallèlement, le « nous » est assimilé à la société véritable, celle qui faisait grève en 1980 : la continuité est clairement affirmée par le « nous nous tenons là où nous nous tenions ». Dans la terminologie de Gilbert : Kaczyński initie un sujet pluriel supposé être le même que celui qui était opposé aux ZOMO en 1980 ; plus généralement, Kaczyński s'applique à maintenir l'existence du sujet pluriel *Solidarność tel qu'il existait en 1980* (rappelons que le discours est prononcé dans le lieu de naissance de *Solidarność*).

En séparant ceux qui appartiennent à ce sujet pluriel de ceux qui n'y appartiennent pas, Kaczyński veut disqualifier ceux qui manifestent contre lui aujourd'hui<sup>31</sup>. Dans ce compte-rendu ordinaire de ce que *Solidarność* est supposé être, il n'y a pas de distinction spéciale entre membres opératifs et non-opératifs : selon de nombreuses interprétations ordinaires, *Solidarność* avant 1989 ne faisait pas que *représenter* la société véritable ; bien plutôt, *c'était* la société véritable (*supra*, section 2). Ce point fut clairement suggéré une nouvelle fois en 2009, durant la cérémonie du vingtième anniversaire de la chute du communisme. Lorsque le libéral Donald Tusk (premier ministre) décida de célébrer l'événement à Cracovie et non à Gdańsk (ville de naissance de *Solidarność*), le dirigeant du syndicat *Solidarność* déclara : « à Gdańsk il y aura la Pologne, et au Wawel [Cracovie] les ZOMO [milice communiste] » (Guzikiewicz 2009). Ici, le dirigeant du syndicat réfère directement à la Pologne « telle un seul corps » (pour reprendre une expression de Gilbert), en excluant le gouvernement : la Pologne est décrite comme étant composée de ceux qui célébreront l'événement *sans* ses représentants officiels, *sans* les membres du gouvernement, assimilés à la milice communiste<sup>32</sup>.

## 5.2. Les libéraux face au sujet pluriel initié par Kaczyński : des répliques en termes d'assentiment positionnel

Un discours non moins radical fut tenu en 2010, à la cérémonie du trentième anniversaire de *Solidarność*. De nombreuses personnalités politiques étaient présentes, en particulier : Jarosław Kaczyński (leader de Droit et Justice), Donald Tusk (premier ministre issu du parti Plateforme Civique, libéral), Tadeusz Mazowiecki (premier chef de gouvernement de la Pologne démocratique, libéral). Barack Obama et Hilary Clinton écrivirent quelques mots à cette occasion<sup>33</sup>. L'événement

---

<sup>31</sup> Bien sûr, c'est une façon très agressive de faire de la politique : Kaczyński suggère que de nombreux citoyens n'appartiennent pas vraiment à la société polonaise. Le sénateur Putra de « Droit et Justice » précisa par la suite que « eux » (« eux, [se tiennent] là où les ZOMO se tenaient ») référerait entre autres aux membres du parti Plateforme Civique (libéraux), le principal concurrent de Droit et Justice aujourd'hui (Putra 2006).

<sup>32</sup> D'après ce compte-rendu ordinaire, la Pologne est une « communauté » basée sur des croyances plutôt qu'une « société » requérant des acceptations positionnelles. La distinction de Cohen permet ainsi de circonscrire plus analytiquement certains des traits de l'opposition communauté-société, dense mais aussi surchargée, de Tönnies. Chez ce dernier, la « communauté » semble fondée sur des croyances. Il parle à ce propos de volonté « naturelle » ou « organique », qui « repose sur le passé », tandis que la « société » semble requérir des acceptations : il parle de volonté « rationnelle », « réfléchie », « calculatrice », « dirigée par le choix de la réflexion » (Tönnies 1977).

<sup>33</sup> Obama : « J'ai le plaisir de me joindre à tous ceux qui célèbrent le 30<sup>ème</sup> anniversaire du Mouvement *Solidarność*. Il y a trente ans, aux chantiers navals de Gdansk, de courageux hommes et femmes obtinrent le droit de grève et celui de former un syndicat indépendant [...]. Au nom du peuple américain, je présente mes félicitations à l'occasion de cet anniversaire important ». Clinton : « Quand, il y a trente ans, les courageux hommes et femmes des chantiers navals de Gdansk se soulevèrent contre un régime oppressif et demandèrent leur droit de former un syndicat indépendant, leur courage donna naissance à *Solidarność* [...]. Les messages d'espérance et de liberté

était organisé par l'actuel syndicat Solidarność. Voici un extrait significatif du discours de J. Kaczyński : « Il y a trente ans, un groupe de gens aux noms bien connus se rendit aux chantiers navals [...]. Leur plan était d'obtenir un compromis [avec les communistes], un compromis qui n'aurait été qu'une apparence s'il avait été réalisé » (Kaczyński 2010).

J. Kaczyński parle ici principalement de Mazowiecki, décrit comme n'ayant pas été assez contestataire. Par contraste, Lech Kaczyński est décrit comme ayant fait ce qu'il fallait : « À l'époque, feu mon frère Lech avait une mission [...]. Il représentait le courage polonais des ouvriers<sup>34</sup> face à ces gens [qui voulaient un compromis] ». D'après cette description, Lech Kaczyński était davantage du côté des grévistes que Mazowiecki : en d'autres termes, il faisait plus authentiquement partie de Solidarność. L'objectif est de transposer cette dichotomie sur la scène politique d'aujourd'hui : « Je parle de cela parce que ce conflit perdure. Il a perduré pendant ces trente années, dont les vingt-et-une années d'indépendance [de la Pologne]. Et il a aussi été très visible durant ces derniers mois » (*id.*). Encore une fois, Kaczyński s'applique à maintenir l'existence du sujet pluriel Solidarność tel qu'il existait en 1980, aux dépens de ses ennemis politiques. Toutefois, comme l'indique Gilbert, il est possible de se sentir offensé par des déclarations référant à un sujet pluriel considéré comme inexistant (Gilbert 2000a: 107). C'est exactement ce qui s'est passé durant le discours de Kaczyński. Certes, la majorité de la salle applaudissait, en criant : « La Pologne est ici ! » (*Tu jest Polska !*). Mais une légende de Solidarność, Henryka Krzywonos<sup>35</sup>, se sentit offensée. Visiblement furieuse, elle prit le micro : « Je vais exploser ! Parce qu'en fait, il [Kaczyński] nous insulte tous [...]. Ce mot, Solidarność, c'est un mot qui engage ! Nous sommes à la télévision, nos enfants regardent ! » (Krzywonos 2010). Le terme « engage » renvoie-t-il à un co-engagement au sens de Gilbert ? Il semble que oui, comme le suggère l'usage suivant de la première personne du pluriel : « Dans *notre* pays, *nous* devons respecter les gens sans *nous* soucier de ce qu'ils sont, parce que dans cette salle, il y a tous *nos* amis. *Nous* avons combattu *tous ensemble* ! » (Krzywonos 2010, nous soulignons). Ici, Krzywonos conteste la dichotomie précédemment établie par Kaczyński. En même temps, elle délivre un nouveau compte-rendu de ce qu'est Solidarność : selon elle, toutes les personnes « dans cette salle » font partie de Solidarność. Ainsi, elle s'applique à élargir le compte-rendu en termes de sujet pluriel de Kaczyński, afin de faire place à un sujet pluriel plus englobant.

En même temps, Krzywonos suggère un compte-rendu en termes d'assentiment positionnel, en rappelant que Mazowiecki – le controversé premier chef de gouvernement (donc « membre opératif ») de la Pologne démocratique – est également « dans cette salle » : « Mais ici, il y a aussi Tadeusz Mazowiecki, le premier chef de gouvernement de la Pologne ! » (Krzywonos 2010). Dans la terminologie de Tuomela : il faut – d'après Krzywonos – assentir positionnellement à ce que les membres opératifs de la Pologne acceptaient positionnellement en 1989-1990, indépendamment des croyances que l'on peut ou pouvait avoir à ce sujet, en raison du système d'autorité de la Pologne démocratique en vertu duquel les citoyens doivent donner positionnellement leur assentiment à ce que les membres de tout gouvernement élu acceptent (positionnellement)<sup>36</sup>. Ce type de compte-rendu en termes d'assentiment positionnel a été clairement formulé par l'actuel président de la

---

portés en Pologne par Solidarność se répandirent à travers l'Europe centrale et contribuèrent à accélérer la chute du mur de Berlin en 1989 ». Cf. U.S. Department of State Official Blog : [http://blogs.state.gov/index.php/site/entry/30th\\_polish\\_solidarity\\_movement](http://blogs.state.gov/index.php/site/entry/30th_polish_solidarity_movement)

<sup>34</sup> Précisons qu'il s'agit bien ici du « courage polonais des ouvriers » et non du « courage des ouvriers polonais ».

<sup>35</sup> Il est largement admis que Krzywonos, conductrice de tramway, est à l'origine du blocage de la circulation dans Gdańsk pendant les grèves de 1980.

<sup>36</sup> Rappelons que nous utilisons le verbe « accepter » comme synonyme de « donner son assentiment à » ou « assentir à ».

## République Bronisław Komorowski :

« Nous devrions être capables de dire avec fierté, qu'en raison du simple fait qu'il y a, ici dans cette salle, tant d'anciens ou actuels premiers ministres, tant d'anciens ou actuels ministres, tant de députés, tant de sénateurs, tant de personnalités officielles, une seule chose en résulte, c'est que nous, ensemble, nous avons [...] un énorme potentiel de fierté polonaise<sup>37</sup> de ce que nous sommes parvenus à réaliser [...]. Même si les premiers ministres représentaient des conceptions diverses de la Pologne [...], ces diverses conceptions furent réalisées sur la base de Solidarność » (Komorowski 2010).

Ici, les divers assentiments positionnels des divers (membres de) gouvernements et parlements sont décrits comme étant non-contradictaires avec l'appartenance à « Solidarność ». Il est même suggéré que ces assentiments positionnels sont complémentaires avec l'appartenance à « Solidarność » : le simple fait que les citoyens donnent leur assentiment aux diverses conceptions de la Pologne, portées par les gouvernements successifs, est une raison d'avoir de la « fierté polonaise ».

Bien sûr, ces comptes-rendus ordinaires ne suffisent pas toujours à faire naître les assentiments pertinents dans la conscience de chaque Polonais. Lorsque le premier ministre Donald Tusk suggéra que même les communistes devraient être inclus dans l'héritage de Solidarność (« les gens savaient que Solidarność [en 1980] est un don universel pour chaque Polonais, même pour ceux qui étaient alors nos ennemis<sup>38</sup> »), il fut sifflé par les syndicalistes et les partisans de Kaczyński. Aujourd'hui, Kaczyński continue avec succès de référer à Solidarność comme groupe contestant encore la transformation économique qui forma la Pologne contemporaine. Dans l'historique « salle BHP » où les accords de Gdańsk, légalisant Solidarność en 1980, furent signés, il déclare :

« Solidarność fut le plus grand mouvement social dans l'histoire du monde, à côté du mouvement de Gandhi [...]. La transformation [économique] aurait pu être plus douce. La justice exige de satisfaire les besoins de [...] ceux qui ont construit notre liberté, qui se sont battus pour l'obtenir, les besoins de *nos* combattants » (Kaczyński 2011, nous soulignons).

Il semble que cette stratégie générale de consolidation d'un sujet pluriel, d'un « Nous » contre « Eux », soit payante : les sondages donnaient le parti PiS largement gagnant aux élections parlementaires de 2015 (*Gazeta Wyborcza*, 17 juin 2014), ce qui s'est confirmé depuis.

## 6. Conclusion

Cette contribution a voulu montrer que d'après certains comptes-rendus ordinaires (par ex. celui du président Komorowski), tout citoyen aspirant à faire partie de cette entité nationale qu'est « Solidarność » doit donner positionnellement son assentiment à ce que les divers gouvernements de la Pologne démocratique ont accepté positionnellement. Mais, d'après d'autres comptes-rendus ordinaires (par ex. celui de J. Kaczyński), tout citoyen aspirant à faire partie de « Solidarność » doit d'abord se situer du « bon côté » de la nation et combattre ceux qui sont du mauvais côté, notamment les ex-communistes, et les libéraux qui auraient été trop cléments avec ces derniers. En

---

<sup>37</sup> On peut remarquer que, tout comme le courage avait une nationalité dans le discours précédent de Kaczyński, la fierté a une nationalité dans le discours de Komorowski : elle est polonaise.

<sup>38</sup> Tusk (2010).

d'autres termes, les conservateurs cherchent à réactualiser l'héritage anti-communiste de Solidarność, censée être encore dirigée « telle un seul corps » (Gilbert) contre les communistes et plus généralement les ennemis de la nation. Ainsi, j'ai voulu montrer que le modèle de Tuomela, sur son versant subjectiviste, permet d'éclairer des comptes-rendus ordinaires de Solidarność en termes d'assentiment positionnel. Ceux-ci furent formulés principalement par les libéraux polonais. Le modèle de Gilbert permet quant à lui d'éclairer certains comptes-rendus ordinaires de Solidarność en termes de sujet pluriel. Ceux-ci furent exprimés principalement par les conservateurs polonais.

En plus d'éclairer la distinction générale entre croire et accepter, l'analyse menée ici suggère la pertinence des remarques de Cohen à propos des « communautés, des associations, des nations ou d'autres organisations humaines » (Cohen 1989 : 383). On peut certes penser, comme Gilbert, que les groupes peuvent « croire » ou même, en un certain sens, avoir des sentiments (Gilbert 2002b). Mais les doutes de Cohen à ce sujet donnent le cadre de réflexions alternatives, sur le plan théorique (Tuomela 1992), mais aussi dans un souci de mise à l'épreuve empirique (voir notamment Bouvier 2010). Le présent article souhaite contribuer à ce débat, en identifiant les multiples façons dont on peut rendre compte de cette entité collective qu'est Solidarność. Dans cette perspective, les intuitions de Cohen – et leurs développements chez Tuomela – sont précieuses, sans qu'il faille pour autant renoncer à l'apport de Gilbert, plus attentive aux discours ordinaires.

A mon sens, le cas Solidarność est très intéressant dans la mesure où il s'agit d'un groupe changeant, que ce soit objectivement (Solidarność a objectivement été un syndicat, puis un mouvement social national, puis un gouvernement, puis un parti politique...) ou subjectivement (les individus en faisant divers comptes-rendus). Toutefois, il reste difficile de savoir vraiment ce que Solidarność est ou était objectivement : comme noté en introduction, ce problème est avant tout *politique*, dans le sens où ce sont d'abord les professionnels de la politique qui ont pour tâche d'interpréter les croyances ou assentiments collectifs « réels » des Polonais. C'est dans le souci de ne pas court-circuiter ce travail politique de constitution et de traçage des collectifs (Kaufmann 2010 : 352) que j'ai mis la focale sur le versant subjectiviste des analyses de Gilbert et Tuomela, en insistant sur des comptes-rendus ordinaires en termes de sujet pluriel et en termes d'assentiment positionnel. Ce faisant, je rejoins l'idée de Bouvier selon laquelle les sujets pluriels n'existent « que » dans les consciences individuelles – ce qui par ailleurs ne remet pas fondamentalement en cause leur réalité<sup>39</sup>.

## Bibliographie

Boudon Raymond, *Le juste et le vrai*, Paris, Fayard, 1995, 563 p.

Bouvier Alban, 2002, « Un modèle polyphonique en épistémologie sociale. Croyances individuelles, pluralité des voix et consensus en matière scientifique », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 40, 3.

---

<sup>39</sup> Tout comme l'on est pas obligé, pour reconnaître l'existence de la culture, de la considérer comme étant en dehors des consciences individuelle (Sperber 1996), on n'est pas obligé, pour reconnaître l'existence de sujets pluriels, de les considérer comme étant en dehors des consciences individuelles (Bouvier 2015).

Bouvier Alban, « Individual Beliefs and Collective Beliefs in Sciences and Philosophy: The Plural Subject and the Polyphonic Subject Accounts », *Philosophy of the Social Sciences*, vol. 34 n° 3, 2004, p. 382-407.

Bouvier Alban, « Passive Consensus and Active Commitment in the Sciences », *Episteme*, vol. 27, n° 3, 2010, p. 185-197.

Bouvier Alban, « Une démarche abductive, parcimonieuse et graduelle dans l'explication cognitive de la culture. L'exemple des croyances religieuses », in Laborde D., *En finir avec la notion de culture ?* Paris, L'Harmattan, 2015, p. 171-202.

Brumberg Abraham, "Poland: The New Opposition", *The New York Review of Books*, vol. 35, n° 2, 1988.

Cefaï Daniel, « L'expérience des publics : institution et réflexivité », *EspacesTemps.net*, Travaux, 4 mars 2013, <http://www.espacestemp.net/>

Cohen Jonathan L., "Belief and Acceptance", *Mind*, vol. 98, n° 391, 1989, 367-389.

Conein Bernard, « Que faire de l'ethnométhodologie ? », *Langage et société*, n° 54, 1990, pp. 85-98.

Dąbrowski Marek, "Privatization in Poland", *Communist Economies and Economic Transformation*, Vol. 3, 1991, p. 317-325.

Dunn Elisabeth, *Privatizing Poland: Baby Food, Big Business, and the Remaking of Labor*, Cornell Univ. Press, 2004, 204 p.

Elster Jon (dir.), *The Roundtable Talks and the Breakdown of Communism*, Chicago, The Univ. of Chicago Press, 1996, 254 p.

Engel Pascal, « Les croyances », in Kambouchner D., *Les Notions philosophiques*, Paris, Gallimard 1995, p. 9-101.

Frasyniuk Władysław, „Wojna o Komitety. Rozmawia Jacek Żakowski” (La guerre aux Comités. Entretien avec J. Żakowski), *Gazeta Wyborcza*, 23 janvier 1989.

Frydman Roman and Rapaczynski Andrzej, *Privatization in Eastern Europe: Is the State Withering Away?* (Foreword by E. Phelps), Budapest, Central European University Press & Oxford University Press, 1994, 240 p.

Frydman Roman, Murphy Kenneth and Rapaczynski Andrzej, *Capitalism with a Comrade's Face and Other Studies in Postcommunist Transition*, Budapest, Central European University Press & Cornell University Press, 1998, 304 p.

- Garfinkel Harold, *Studies in Ethnomethodology*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, 1967, 304 p.
- Gilbert Margaret, *On Social Facts*, London, Routledge, 1989, 536 p.
- Gilbert Margaret, *Living Together. Rationality, Sociality, and Obligation*, Lanham, Rowman and Littlefield, 1996, 320 p.
- Gilbert Margaret, *Sociality and Responsibility: New Essays in Plural Subject Theory*, Lanham, Rowman and Littlefield, 2000, 192 p
- Gilbert Margaret, "Belief and Acceptance as Features of Groups", *Protosociology*, vol. 16, 2002a, p. 35-69.
- Gilbert Margaret, "Collective Guilt and Collective Guilt Feelings", *The Journal of Ethics*, vol. 6, n° 2, 2002b, p. 115-143.
- Gilbert Margaret, *Marcher ensemble: essais sur les fondements des phénomènes collectifs*, Paris, PUF, 2003, 192 p.
- Grabowska Mirosława, « Membership in Political Parties and the Post-Communist Cleavage in Poland », in Devaux Sandrine (dir.), *Les nouveaux militantismes dans l'Europe élargie*, Paris, L'Harmattan, coll. « Logiques Politiques », 2005, p. 113-134.
- Guzikiewicz Karol, „Guzikiewicz: W Gdańsku będzie Polska, a na Wawelu będzie ZOMO” (Guzikiewicz: À Gdansk il y aura la Pologne, et au Wawel les ZOMO), *Gazeta Wyborcza*, 7 mai 2009.
- Haegel Florence, « Pertinence, déplacement et renouvellement des analyses en terme de clivages en France », *Revue internationale de politique comparée*, vol. 12, n° 1, 2005, p. 35-45.
- Heurtaux Jérôme, « Les impensés non-démocratiques en Pologne post-communiste », in Dabène O., Geisser V. et Massardier G., *Autoritarismes démocratiques et démocraties autoritaires au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2008, p. 113-132.
- Heurtaux Jérôme et Pellen Cédric, « Pologne : La Table ronde, un meuble politiquement encombrant », in Heurtaux Jérôme et Pellen Cédric, *1989 à l'Est de l'Europe*, La Tour d'Aigues, éd. de l'Aube, 2009, p. 23-56.
- Heurtaux Jérôme et Zalewski Frédéric, *Introduction à l'Europe postcommuniste*, Bruxelles, De Boeck, 2012, 264 p.
- Kaczyński Jarosław et Michnik Adam, „Debata Kaczyński-Michnik” (Débat Kaczyński-Michnik), Telewizja Polska, 1993, retranscrit dans *Polityka*, n° 32, 2007.
- Kaczyński Jarosław, „Wywiad z Teresa Torańska” (Entretien avec Teresa Torańska), in Torańska T., *My* (Nous), Warszawa, Oficyna Wydawnicza MOST, 1994, p. 54-78.

Kaczyński Jarosław, „Przemówienie w stoczni na wiecu poparcia dla rządu” (Discours aux chantiers navals pour la cérémonie de soutien au gouvernement), 1<sup>o</sup> Octobre 2006. Discours intégral disponible sur [www.youtube.com/watch?v=N0j65-m-RgM](http://www.youtube.com/watch?v=N0j65-m-RgM) et compte-rendu sur <http://www.pis.org.pl/article.php?id=5180> (consulté le 30 juin 2015)

Kaczyński Jarosław, „Przemówienie na 30 lecie Solidarności” (Discours à l’occasion du trentenaire de Solidarnosc), 30 Août 2010, <http://www.polskatimes.pl/arttykul/301022,kaczynski-na-zjezdzie-solidarnosci-pamietajcie-o-moim-bracie,id,t.html?cookie=1> (consulté le 30 juin 2015)

Kaczyński Jarosław, „Przemówienie w historycznej Sali BHP” (Discours dans la salle historique BHP), 1<sup>o</sup> septembre 2011, <https://www.youtube.com/watch?v=tQTrSVZfka0> (consulté le 30 juin 2015)

Kaufmann Laurence et Quéré Louis, « Comment analyser les collectifs et les institutions? Ethnométhodologie et holisme anthropologique », in De Fornel M. et al. *L’ethnométhodologie. Une sociologie radicale*, Paris, La Découverte, 2001, p. 361-390.

Kaufmann Laurence, « Faire collectif. De la constitution à la maintenance », in Kaufmann L. et Trom D., *Qu’est-ce qu’un collectif ?*, Paris, Ed. de l’EHESS, 2010, p. 331-372.

Komorowski Bronisław, „Symboli nie można marnować, symbole trzeba szanować” (Les symboles ne doivent pas être gaspillés, mais respectés), discours présidentiel, 30 Août 2010, <http://www.prezydent.pl/aktualnosci/wizyty-krajowe/art,7,symboli-nie-mozna-marnowac-symboli-trzeba-szanowac-.html> (consulté le 30 juin 2015)

Kowalski Sergiusz, „Mit Solidarności i wyzwanie demokracji” (Le mythe de Solidarnosc et les enjeux de la démocratie) in Kowalski S., *Pierwszy krok do Europy. O komitetach obywatelskich, partiach politycznych i wyborach*, Warszawa, NSZZ Solidarność, 1990, p. 153-158.

Krzywonos Henryka, „Przemówienie na 30 lecie Solidarności” (Discours pour le trentenaire de Solidarnosc), 30 Août 2010, disponible sur [www.youtube.com/watch?v=Nwg0yYn\\_E0w](http://www.youtube.com/watch?v=Nwg0yYn_E0w) (consulté le 30 juin 2015)

Lewandowski Janusz et Szomburg Jan, “Property Reform as a Basis for Social and Economic Reform”, *Communist Economies*, n<sup>o</sup> 1, 1989, p. 257-268

Lipset Seymour Martin et Rokkan Stein, “Cleavage Structures, Party Systems, and Voter Alignments: An Introduction” in Lipset S. M. et Rokkan S., *Party Systems and Voter Alignments*, New York-London: The Free Press-Collier-Macmillan, 1967, p. 1-64.

Lipton David and Sachs Jeffrey, “Privatization in Eastern Europe: The Case of Poland”, *Brookings Papers on Economic Activity*, n<sup>o</sup> 2, 1990, 293-341.

Meijers Anthonie, « Collective Agents and Cognitive Attitudes », *Protosociology*, n<sup>o</sup> 16, 2002, p.

70-85.

Nellis John, "The World Bank, Privatization and Enterprise Reform in Transition Economies: A Retrospective Analysis", Washington, World Bank, 2002, 62 p.

Ost David, *Defeat of Solidarity: Anger and Politics in Postcommunist Europe*, Ithaca, Cornell Univ. Press, 2005, 250 p.

*Przegląd Oświatowy* (Revue du syndicat enseignant Solidarność), 15-5-1990, 1-3-1991, 15-9-1991, Gdańsk, Wyd. Zarząd Regionu Gdańskiego NSZZ "Solidarność".

Putra Krzysztof, „Wywiad z Krzysztofem Putrą w programie Gość Radia ZET” (Entretien avec K. Putra, radio ZET), 3 Octobre 2006, <http://www.pis.org.pl/article.php?id=5202> (consulté le 30 juin 2015)

Rondinelli Dennis et Yurkiewicz Jay, "Privatization and Economic Restructuring in Poland: An Assessment of Transition", *American Journal of Economics and Sociology*, n° 55, 1996, p. 145-160.

Rykowski Zbigniew, „Narodziny demokratycznego systemu władzy: o Komitetach Obywatelskich w latach 1989-1992” (La naissance d'un système politique démocratique: sur les Comités citoyens en 1989-1992) in Lewenstein B. et Pawlik W., *A miało być tak pięknie: polska scena publiczna lat dziewięćdziesiątych*, Warszawa, Instytut Stosowanych Nauk Społecznych, 1994, p. 9-56.

Sachs Jeffrey, "Accelerating Privatization in Eastern Europe: The Case of Poland", World Institute for Development Economics Research of the United Nations University, 1991, 45 p.

Sachs Jeffrey, "Shock Therapy in Poland: Perspectives of Five Years", *The Tanner Lectures on Human Values*, University of Utah, 1995, p. 267-290.

Seiler Daniel-Louis, *Les partis politiques en Occident*, Paris, Ellipses, 2003, 479 p.

Sejm (Chambre des députés de la République de Pologne), *I kadencja* (première législature), 19 septembre 1992, <http://orka2.sejm.gov.pl/Debata1.nsf>

Sperber Dan, *La contagion des idées. Théorie naturaliste de la culture*, Paris, Odile Jacob, 1996, 243 p.

Staniszki Jadwiga, *The Dynamics of the Breakthrough in Eastern Europe: The Polish Experience*, Univ. of California Press, 1991, 250 p.

Szacki Jerzy, „Marzenia i Rzeczywistość polskiej demokracji” (Les rêves et la réalité de la démocratie polonaise), *Res Publica*, n° 1, 1991, p. 7-17.

Tönnies Ferdinand, *Communauté et société. Catégories fondamentales de la sociologie pure*, Paris, PUF, 1977, 336 p.

Torańska Teresa, *My* (Nous), Warszawa, Oficyna Wydawnicza MOST, 1994, 196 p.

Torańska Teresa, Présentation du livre *My*, 2008, <https://www.youtube.com/watch?v=1tbcXnEj-1I> (consulté le 30 juin 2015)

Tuomela Raimo, “Group Beliefs”, *Synthese*, vol. 91, n° 3, 1992, p. 285-318.

Tuomela Raimo, *The Philosophy of Social Practices: A Collective Acceptance View*, Cambridge Univ. Press, 2002, 288 p.

Tusk Donald, „Przemowienie podczas zjazdu NSZZ Solidarność z okazji 30. rocznicy podpisania porozumien sierpniowych” (Discours lors du rassemblement du syndicat Solidarność à l’occasion du trentième anniversaire de la signature des accords de Gdańsk), 30 août 2010, [http://www.premier.gov.pl/premier/przemowienia/przemowienie\\_premiera\\_donalda\\_5238/](http://www.premier.gov.pl/premier/przemowienia/przemowienie_premiera_donalda_5238/) (consulté le 10 février 2014)

Urbanski Sébastien, « L’argument anti-communiste dans les discours politiques et ecclésiastiques en Pologne après 1989 : l’exemple des débats sur les rapports Église/État », *Revue d’études comparatives Est-Ouest*, vol. 44 n° 4, 2013, p. 123-151.

Urbanski Sébastien, « L’influence de la “théorie du sujet pluriel” de Margaret Gilbert dans les sciences sociales », *Revue européenne des sciences sociales*, vol. 52 n° 1, 2014, p. 225-252.

Wałęsa Lech, *Les chemins de la démocratie*, Paris, Plon, 1991, 367 p.

Weber Max, *Economy and Society: An outline of interpretive sociology*, Univ. of California Press, 1978, 1470 p.

Wedel Janine, “Lech’s Labor Lost ?”, *World Monitor*, November 1989, p. 44-45.

Zalewski Frédéric, « Prendre au sérieux le “phénomène Kaczyński” », *Vacarme*, n° 41, 2007.

Zawadzki Paul, “Entre *ethnos* et *démos* : les populismes en Pologne”, *Mots*, n° 55, 1998, p. 27-44.